

N° DP 25/458

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 AU MARCHE 92RL24 REHABILITATION DE L'OPERA DE TOULON - LOT 1 : DESAMIANPAGE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R. 2194-8 du Code de la Commande Publique qui indique que le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché n°92RL24 relatif à la réhabilitation de l'opéra de Toulon, notifié le 19/07/2024 à ISOLEA pour un montant de 40 189.15 € HT,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT que l'exécution des travaux de désamiantage du foyer Lili Pons de l'Opéra de Toulon a fait apparaître le besoin de réaliser des prestations complémentaires,

CONSIDERANT que cette prestation consiste à faire un nettoyage fin des poutres en bois conservées,

CONSIDERANT que ces travaux engendrent une plus-value de 967.62 € HT,

CONSIDERANT que le montant total du marché est donc porté de 40 189.15 € HT à 41 156 .77 € HT, soit une augmentation de 2.41 %,

CONSIDERANT que le présent avenant n°1 prolonge la durée du marché de 1 mois,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°1, ci-annexé, au marché 92RL24 avec ISOLEA.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal, opération 22135.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



5. 1. 1. 1. 1.



Marché n°92RL24

Travaux de réhabilitation de l'Opéra de Toulon – Lot 1 Désamiantage

AVENANT N° 1

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHÉ
--

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Jean-Pierre GIRAN Président en exercice ;
Direction :	Direction Générale des Services Techniques
Service :	Direction des Constructions
Titulaire initial de l'accord-cadre :	ISOLEA
Date de notification :	19/07/2024
Objet du marché :	Travaux de réhabilitation de l'Opéra de Toulon – Lot 1 Désamiantage
Durée du marché :	8mois
Montant du marché :	40 189.15€ HT
Imputation budgétaire :	Budget Principal Autorisation de programme 2022-OPERA, opération 22135
Annexe :	Devis

ENTRE LES SOUSSIGNES

Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et
Emilie FERAL, représentant la société ISOLEA,

D'autre part,

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIIT :

B - OBJET DE L'AVENANT

Article 1 : Objet de l'avenant

Dans le cadre des travaux de désamiantage du foyer Lili Pons de l'Opéra de Toulon, des adaptations techniques apparaissent nécessaires et engendrent des prestations complémentaires à effectuer.

Le désamiantage consistait à retirer la toile de couleur marron et l'enduit présents sur les murs et les plafonds de la pièce.

Une fois l'opération de désamiantage réalisée, la CARSAT a constaté que le plafond en bois qui se trouvait sous l'enduit du plafond ne pouvait pas être protégé en amont puisqu'il était inaccessible et qu'il avait été contaminé par les particules d'amiante lors du retrait.

Par conséquent, la CARSAT demande de faire effectuer un nettoyage fin des poutres en bois conservées. Ces poutres faisant partie de la structure du plafond conservé, elles ne peuvent pas être retirées.

Article 2 : Incidence financière

Cette nouvelle prestation représente un coût de 967.62 € HT (cf devis).

Le présent avenant a une incidence financière faisant passer le montant du marché de 40 189.15€ HT à 41 156 .77€ HT.

Article 3 : Délais

Afin de réaliser cette prestation, il convient de prolonger la durée du marché de 1 mois.

Article 4 : Autres clauses du marché

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

Article 5 : Date d'effet

Le présent avenant n°1 prend effet à compter de sa date de notification.

C – SIGNATURES

Fait à Toulon, le 23 Avril 2025 ,

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Le Directeur général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour la société ISOLEA

Emilie FERAL

EMILIE Signature
numérique de
EMILIE FERAL
FERAL Date : 2025.04.23
10:13:33 +02'00'

TARASCON, le 17/02/2025	TOULON PROVENCE MEDITERRANE Direction de la commande publique 107 Bd Henri Fabre - CS 30536 83041 TOULON CEDEX 9
DEVIS N° D0008148	
Nos Réf. : AMORETTI Lionel Port. 06.18.07.57.68 Mail l.amoretti@isolea.biz	
Objet : NETTOYAGE-Lot n°1 : Désamiantage 23TRAV11 - Travaux de réhabilitation de l'opéra de Toulon - 1ère phase Opéra de Toulon Bd de Strasbourg 83000 Toulon	

N°	Désignation	Unit	Quantité	PV Unit €	Montant HT €
1	DEMARCHES ADMINISTRATIVES				
1.1	Rédaction mode op	Ens	1,00	187,50	187,50
	Total 1 :				187,50
2	INSTALLATION DE CHANTIER				
2.1	Amenée et repli du matériel et du personnel	Ens	1,00	225,00	225,00
	Total 2 :				225,00
3	TRAVAUX DE DESAMANTAGE				
3.1	ZONE SALLE DES FRESQUES				
3.1.1	RETRAIT D'AMIANTE				
3.1.1.1	Aspiration des poutres en bois	M2	25,00	21,16	529,00
	Total 3.1.1 :				529,00
	Total 3.1 :				529,00
	Total 3 :				529,00
4	TRAITEMENT DES DECHETS				
4.1	Traitement des déchets amiantés	Ens	1,00	137,50	137,50
	Total 4 :				137,50
5	REMISE				
5.1	Remise commerciale	Ens	1,00	-111,38	-111,38
	Total 5 :				-111,38

Bon pour Accord

Signature et Tampon Impératif sur toutes les pages

Total HT €	967,62
Total TVA (20 %)	193,52
Total TTC €	1 161,14
Acompte	
Total Net TTC €	1 161,14

Nos prix sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation ultérieure de ces taux, imposée par la loi, sera répercutée sur les prix.

Conditions de Règlement :

Virement 30 jours FDM

Offre valable jusqu'au 17/04/2025

CONDITIONS DE VALIDITE DE L'OFFRE

BON POUR ACCORD

L'Entreprise

LE Client

Signature et tampon impératif sur toutes les pages

Date :

CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION

1 - OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

- 1.1 Les présentes conditions ont pour objet de préciser les clauses générales d'exécution et de règlement applicables aux travaux de l'entreprise.
- 1.2 La norme NF P 03 - 001 "Cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés" est applicable sauf dérogations dans les présentes conditions générales.
- 1.3 Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres conditions générales qui pourraient leur être opposées.
- 1.4 L'entreprise peut sous-traiter tout ou partie de son marché.

2 - CONCLUSION DU MARCHÉ

- 2.1 L'offre de l'entreprise a une validité de 90 jours à compter de sa date d'établissement. Pendant cette période, le marché est conclu par le maître de l'ouvrage ou son mandataire.
- 2.2 L'offre retournée, signée et tamponnée, par le maître de l'ouvrage a valeur contractuelle, et constitue l'acceptation du client.
- 2.3 Le maître de l'ouvrage indique, avant conclusion du marché, à l'entrepreneur par lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend demander un prêt pour payer la totalité ou en partie les travaux, faute de quoi, il est réputé ne pas emprunter et perdre le bénéfice des dispositions de la loi n° 79-596 sur le crédit immobilier et de la loi n° 76-22 sur le crédit à la consommation.

3 - CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

- 3.1 Les travaux seront conformes aux spécifications des normes et DTU en vigueur au jour de l'offre. En cas de dérogation à ces documents demandés par le maître de l'ouvrage, aucune garantie ne pourra s'appliquer à ces travaux.
- 3.2 L'entreprise n'est assurée que pour la couverture de risques mettant en jeu sa responsabilité. L'attestation d'assurance sera fournie sur demande.
- 3.3 Le délai d'exécution sera prolongé de plein droit dans les cas prévus par la norme NF P 03-001.
- 3.4 L'eau, l'électricité, les accès, les aires de stockage et d'installation nécessaires à la réalisation des travaux seront mis à la disposition de l'entreprise en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux.

4 - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES URGENTS OU IMPREVISIBLES

- 4.1 Tous travaux non prévus explicitement dans l'offre seront considérés comme travaux supplémentaires, ils donneront lieu à la signature d'un avenant avant l'exécution.
- 4.2 L'entrepreneur est habilité à prendre en cas d'urgence, toutes dispositions conservatoires nécessaires, sous réserve d'en informer le maître de l'ouvrage.

5 - RECEPTION DES TRAVAUX

- 5.1 La réception des travaux a lieu dès leur achèvement. Elle est prononcée à la demande de l'entrepreneur, par le maître de l'ouvrage, avec ou sans réserves.
- 5.2 A défaut, elle résulterait automatiquement de la prise de possession des lieux par le maître de l'ouvrage.
- 5.3 La réception libère l'entrepreneur de toutes obligations contractuelles autres que les garanties légales.
- 5.4 Les motifs de refus de réception doivent être précisés par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois jours suivant la demande de l'entreprise. Si la visite a eu lieu, les motifs doivent être indiqués sur le procès verbal de refus.
- 5.5 Si la réception doit intervenir judiciairement, les frais correspondants seront à la charge du maître de l'ouvrage.

6 - PAIEMENTS

- 6.1 Aucun escompte pour paiement anticipé ne sera accordé.
- 6.2 En cours de travaux, l'entreprise pourra demander le paiement d'acomptes au prorata de l'avancement. En fin de travaux, facturation du solde.
- 6.3 Une retenue de garantie pourra être appliquée sous réserve d'avoir fait l'objet d'une demande par le maître d'ouvrage. Conformément à la loi n°71-584 du 16 juillet 1971, article 1779-3°, le maître d'ouvrage doit consigner entre les mains d'un consignataire, accepté par les deux parties ou à défaut désigné par le président du tribunal de grande instance ou du tribunal de commerce, une somme égale à la retenue effectuée.
- 6.4 Les factures et situations seront réglées à l'entreprise selon les modalités de règlement figurant sur l'offre. Des pénalités de retard de 1,5 fois le taux de l'intérêt légal pourront être appliquées en cas de non paiement à la date mentionnée sur la facture, et ce, sans courrier de mise en demeure.
- 6.5 En cas de non paiement à la date d'échéance, l'entrepreneur pourra suspendre les travaux dans un délai de 30 jours, après mise en demeure préalable au maître de l'ouvrage restée infructueuse.

7 - GARANTIES DE L'ENTREPRISE

- 7.1 L'entrepreneur demeure propriétaire de l'ouvrage qu'il a exécuté jusqu'à l'entier paiement de la créance née du marché. Cette disposition ne fait obstacle à la prise de possession de l'ouvrage et ne modifie pas les obligations de l'entrepreneur telles que fixées aux articles 1788, 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.
- 7.2 Lorsque le montant des travaux, déduction faite de l'acompte versé à la commande est supérieur à 12 000€, le maître de l'ouvrage doit en garantir le paiement de la façon suivante :
 - 1) Lorsqu'il recourt à un crédit destiné exclusivement et en totalité au paiement des travaux objet du marché, le maître de l'ouvrage fera le nécessaire afin que les versements, effectués par l'établissement prêteur, parviennent directement à l'entrepreneur aux échéances convenues dans le marché (2ème alinéa de l'article 1799-1 du Code Civil). Le maître de l'ouvrage adresse à l'entrepreneur copie du contrat attestant de la délivrance du prêt.
 - 2) Lorsqu'il ne recourt pas à un crédit spécifique travaux, le maître de l'ouvrage fournit, au plus tard à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la conclusion du marché, le cautionnement visé (3ème alinéa de l'article 1799-1 du Code Civil).Tant que le cautionnement ou l'attestation de crédit n'est pas fourni, l'entrepreneur ne commencera pas les travaux. Le délai d'exécution est prolongé en conséquence, si la date prévue pour le début des travaux est antérieure à celle de la fourniture du cautionnement ou de l'attestation de prêt.

8 - CONTESTATIONS

- 8.1 Lorsqu'une des parties ne se conforme pas aux conditions du marché, l'autre partie la met en demeure d'y satisfaire par lettre recommandée avec accusé de réception.
- 8.2 En cas de difficulté pour l'exécution du présent marché, les parties conviennent de saisir, pour avis, la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de Marseille.
- 8.3 Toutes contestations sont de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Tarascon, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'Appel en garantie, quel que soit le mode de paiement et nonobstant toute clause contraire pour les contestations relatives à nos fournitures et pour tous différents quelconques relatifs à l'exécution des chantiers. L'acceptation de nos effets ou traites n'entraîne ni novation, ni dérogation à la présente clause d'attribution.

Bon pour Accord

Signature et Tampon Impératif sur toutes les pages

